

INFORMATIONS CORRESPONDANCE OUVRIÈRES

Bulletin N° 25

DECEMBRE 1960

publié par le REGROUPEMENT INTER-ENTREPRISE

Grèves en BELGIQUE
Action pour l'ALGERIE
Une opinion sur l'ALGERIE
La lutte dans une entreprise

GRANDE-BRETAGNE:
-conférence des travailleurs de
la base
-l'industrie automobile

Le contrôle des naissances

LLAISONS:

- la réunion du 9 DECEMBRE
- Bureaucratie et classes moyennes
- Correspondances
- Critiques de livres

LES GREVES EN BELGIQUE

À ce moment où nous écrivons ces lignes, tous les travailleurs belges sont engagés dans une bataille dont il est difficile de prévoir les développements.

Une chose apparaît certaine: ce sont les travailleurs eux-mêmes qui ont contraint la centrale syndicale social-démocrate FGTB à déclencher la grève générale. Ce sont encore les travailleurs qui réclament la marche sur Bruxelles alors que les dirigeants prêchent le calme.

Nous consacrerons à cette lutte et à ses développements un texte reprenant toutes les informations que nous aurons pu recueillir et essayant d'en tirer les conclusions pour nos propres luttes.

ACTION CONTRE LA GUERRE d'ALGERIE

Des étudiants de Paris ont constitué des "Groupes d'Union contre la guerre d'ALGERIE". Trois de ces groupes existaient déjà qui par des tracts essaient d'appeler à préparer des manifestations de masse et des grèves.

D'autres militants de groupes d'avant-garde essaient de créer en partant de cet exemple des "groupes d'action" pour propager les mots d'ordre "solidarité avec la révolution algérienne" "indépendance inconditionnelle" avec le même objectif : préparer la grève contre la guerre.

On comprend la révolte des étudiants, des camarades que six années de guerre coloniale, d'une guerre qui se poursuit, amènent à penser : qu'avons nous fait, que pouvons nous faire pour la faire cesser? D'où l'idée d'agir pour entraîner les travailleurs à "faire quelque chose".

Les travailleurs évidemment "ne font rien", mais ils en ont aussi assez de cette guerre. Lorsque l'on parle de l'Algérie, à l'occasion du référendum, la position la plus courante est une position de "bon sens" : "De Gaulle, ça vaut quand même mieux que les personnages qui s'agitent à ALGER". Ce ne sont tout de même pas les communistes qui pourraient faire quelque chose. La plupart paraissent même persuadés qu'une intervention directe de leur part, dans la situation présente, ne ferait qu'accroître la confusion et ne faciliterait nullement la paix en Algérie.

Dans ces conditions, "agir contre la guerre", "préparer la grève" sont des mots d'ordre qui, dans les entreprises, risquent de manquer totalement de réalisme. Ce qui ne veut nullement dire que si les événements se modifiaient, les travailleurs ne soient pas amenés rapidement à intervenir.

Tous nous pensons qu'il est nécessaire de faire quelque chose sur la guerre d'ALGERIE, mais comme nous l'écrit un camarade : "cela est très difficile". Tout le travail d'explications, d'informations qu'il aurait fallu faire depuis six ans, ou il n'a pas été fait, ou il a été fait par d'autres. Tous les tracts enflammés appelant à telle ou telle action que nous pourrions diffuser aujourd'hui, ne changeraient rien à la conscience que les travailleurs peuvent avoir du rôle qu'ils peuvent jouer dans les événements.

Ce n'est pas l'adhésion à des mots d'ordre ou des "groupes d'action" qui doivent déterminer cette action. Au contraire ce sont les initiatives des travailleurs dans les entreprises, leur participation active à des mouvements comme celui du 27 Octobre, maintenant ou plus tard, qui permettront d'établir le sens de cette lutte, de la coordonner et d'agir réellement comme le veulent les travailleurs.

Algérie: Le texte qui suit exprime la position d'un camarade. Volontairement il a été écrit en fonction de la situation en France, et a négligé beaucoup d'aspects du problème algérien. Il est destiné à ouvrir une discussion sur l'ALGERIE et nous demandons aux camarades de dire ce qu'ils en pensent.

Pour beaucoup d'entre nous, l'ALGERIE, c'est la confusion. Objectivement le voyage de DE GAULLE a eu le mérite, en déclenchant la révolte des Algériens des villes de faire tomber le mythe des Algériens favorables à la France, à l'Algérie Algérienne, à de GAULLE, etc...: il est évident maintenant pour tous que la seule voie possible à la fin de la guerre d'ALGERIE c'est la négociation avec le F.L.N.

Mais constater cela ne résoud pas pour autant le problème, ne clarifie pas pour autant les situations. Se laissant porter par des réflexes sentimentaux, ou par un activisme élémentaire, beaucoup de camarades glorifient "l'insurrection algérienne" la "descente dans la rue": ils y voient un modèle de lutte d'autant plus qu'ils proclament l'identité de lutte des masses algériennes avec celles des travailleurs français.

Cette attitude ne nous fait pas voir plus clair: d'un côté les partis traditionnels, mélangeant les oui et les non, contradictoires, acceptent l'ambiguïté du référendum et apportent ainsi une caution démocratique à De GAULLE; de l'autre côté les "révolutionnaires" clament sur l'air des lampions "indépendance de l'ALGERIE" et "agissons pour l'indépendance"; mots d'ordre en apparence clairs, mais en réalité tout aussi ambigus et peu réalistes pour un travailleur français que ce que leur proposent les autres organisations.

Le problème propre à l'ALGERIE, c'est celui de la transformation d'un état de type agricole en un état industriel. Cette industrialisation nécessitée notamment par la poussée démographique et la destruction des structures anciennes n'a pu être faite par le capitalisme français: sa propre structure interne rendait impossible des investissements massifs en ALGERIE; encore aujourd'hui ces investissements sont plus nécessaires en France que jamais. Les colons se trouvaient donc condamnés à rester une bourgeoisie agricole en concurrence avec l'agriculture française et mondiale par la nature de ses produits, et dans l'obligation d'investir une partie des profits dans leur exploitation agricole. Une très petite partie du revenu algérien revenait à la population algérienne; le maintien des colons comme bourgeoisie agricole signifiait donc pour les algériens la stagnation et la persistance de leur état d'arriération économique.

La domination économique des colons se traduisait par une domination politique totale et une opposition irréductible à toute réforme de structure. Toutes les tentatives pour amorcer l'évolution politique et économique nécessaire se heurtaient à l'obstruction des colons, soit par les voies légales, soit par la force comme en 1945, soit par le truquage organisé (par exemple les élections): il y avait, il y a dans la lutte des colons le "jusqu'aboutisme" d'une classe dominante qui se sait condamnée par une évolution inéluctable et qui essaie de s'accrocher à des structures qui lui assurent provisoirement le pouvoir politique, alors que son pouvoir économique réel diminue.

Mais la réussite des colons dans leur obstruction venait essentiellement de la faiblesse des gouvernements français; une ALGERIE ouverte à l'industrialisation avec un gouvernement autonome pouvait avoir l'accord des couches avancées du capitalisme en France. Mais ces couches n'étaient pas dominantes dans la Métropole et l'immobilisme en Algérie, comme en France, résultait de la conjonction d'intérêts sur le plan politique entre toutes ces couches arriérées.

Pour l'Algérie, les possibilités de "collaboration" de tous les partis algériens en vue d'une évolution dans la légalité, ayant été épuisées, la seule porte ouverte pour réaliser cette révolution économique, religieuse et sociale, était celle d'une insurrection nationale, au cours de laquelle se dégageraient les cadres de l'Etat futur, destiné à assumer cette révolution industrielle (révolution bourgeoise si l'on reprend la terminologie habituelle). L'ampleur et le caractère des tâches dans les conditions présentes de l'Algérie imposent à la société algérienne de demain des structures et caractéristiques précises: un état fort, nécessaire pour dominer les antagonismes et briser les structures arriérées, un apport de capitaux étrangers, l'utilisation des "investissements humains" pour faire l'industrialisation.

Pour la France la guerre d'Algérie a précipité le conflit latent depuis des années entre les couches avancées et arriérées du capitalisme. Depuis la guerre le capitalisme s'est modernisé; cette modernisation s'est accélérée par la mise en vigueur du Marché Commun: le grand capital devient prépondérant en France.

La guerre d'Algérie a polarisé ce conflit et a fourni aux couches avancées l'occasion de la réforme nécessaire de l'Etat. Le 13 MAI illustre bien cette relève directe du parlementarisme par le grand capital en profitant habilement d'une conjoncture dont la logique paraissait amener au contraire les couches arriérées au pouvoir. Sur le plan politique, l'équilibre est rompu; la venue de DE GAULLE tend à accomplir en France les réformes de structure nécessitées par le développement économique en Algérie à réaliser l'industrialisation soit directement (plan de Constantine) soit avec les futurs cadres de la société Algérienne, en négociant avec le F.L.N.

Il est certain que cet exposé sommaire ne peut prétendre exprimer toute la réalité du conflit algérien. Les conflits économiques apparaissent sous forme de conflits politiques: des idéologies viennent traduire les aspirations de telle ou telle couche sociale, la lutte commune recouvre selon les catégories sociales des réalités et des buts très différents.

L'évolution des situations n'est nullement tranchée, telle ou telle intervention, tel évènement peut la précipiter ou au contraire la ralentir.

Il est bien évident que la guerre d'Algérie s'exprime dans un contexte politique: la tâche politique essentielle de DE GAULLE, faire de l'armée un instrument docile du pouvoir, ôter en même temps toute force réelle aux colons et à toute une fraction potentielle de la droite. Grâce à son pouvoir fort, appuyé sur la couche capitaliste dominante, DE GAULLE a pu faire ce qu'aucun gouvernement bourgeois n'avait pu réaliser: dissocier l'armée des colons, réduire les oppositions des couches arriérées en France s'exprimant à travers tous les partis à une simple opposition politique. Appuyé sur ces mêmes couches, DE GAULLE peut fort bien maintenant faire la paix en Algérie à moins qu'une conjonction d'oppositions politiques ne le force à passer la main au profit d'un autre représentant du capital, PINAY ou MOLLET, qui finirait le travail, maintenant l'essentiel est fait.

De plus, il est bien évident aussi que la guerre d'ALGERIE se situe dans un contexte international; dans la co-existence des deux blocs d'abord: chasse gardée de l'occident, ce qui exclut toute intervention réelle du bloc oriental (voir par exemple le CONGO) ce qui conditionne la future structure de l'Etat algérien: à la Bourguiba plutôt qu'à la chinoise (même si certains rapprochements humains se font jour)

Une solution "démocratie populaire" ou "indépendance totale" en Algérie sont impensables, à la fois de par les tâches à réaliser que par le contexte international.

Il ne faut pas se voiler la face devant les réalités : la paix en Algérie sera l'oeuvre d'un gouvernement français bourgeois, la négociation signifiera le marchandage des capitaux, des exportations et des importations, de la "protection" des biens français, de l'écoulement du pétrole, du maintien de certaines positions stratégiques françaises ou américaines. Le reste sera quand même secondaire, si aigus que soient les conflits humains: ils se résoudront avec le temps, et avec beaucoup de souffrances et de déchirements, comme tout ce qui se passe dans la société capitaliste. Le seul souci de chaque côté sera de ne pas perdre la face devant sa propre opinion publique et de maintenir la confusion des idéologies pour dissimuler les réalités économiques.

Et les travailleurs en France ?

Si l'on se réfère aux événements depuis six mois, on est bien forcé de constater :

- qu'il n'y a pas eu de mouvement ouvert de lutte contre la guerre d'Algérie pendant ces six années. On peut incriminer les partis, les organisations, mais un fait reste, c'est que ceux-ci aussi bien en 56, qu'en 58, qu'en Janvier, Juillet et Octobre 60, ont pu manoeuvrer et faire de telle sorte que ces mouvements soient sporadiques et ne mettent pas en balance le pouvoir. C'est qu'en fin de compte les travailleurs ne contestaient pas ce pouvoir sinon les manoeuvres des partis n'auraient pas pesé lourd.
- que les seuls mouvements ou tentatives sont partis de couches directement visées ou intéressées par des mesures temporaires, ou permanentes, touchant la conduite de la guerre, et non la guerre elle-même (rappel, avancement de l'âge des départs sursis, censure, répression policière, torture, etc..) Il n'y a jamais eu de lame de fond contre la guerre, seulement des mouvements parcellaires, divisés, se référant plus à des attitudes individuelles (désertions, signatures, appels, manifestes) plus à des catégories particulières (étudiants, jeunes, chrétiens, intellectuels) qu'à une couche sociale comme la classe ouvrière.
- qu'il y a eu soutien effectif d'une partie de la classe ouvrière à DE GAULLE par une participation positive aux scrutins de 1958 et par la grève équivoque du 1^{er} Février; que cette popularité paraît fondée sur le sentiment que DE GAULLE peut mettre fin à la guerre, éviter une "aventure" qu'il rompt avec un immobilisme dans tous les domaines, celui de l'Algérie d'abord.

Ce qui est clair c'est que l'opposition réelle à De Gaulle n'est pas venue des travailleurs, mais de l'armée, des colons, des couches arriérées en France dites "de droite". Mais il serait aussi absurde d'en tirer la conclusion d'une adhésion des travailleurs au régime: leurs problèmes propres de travailleurs restent identiques; l'évolution économique malgré quelques vicissitudes n'a nullement amené jusqu'à maintenant une situation telle qu'elle conduise les travailleurs à un grand mouvement de lutte: les salaires n'ont pas trop diminué, il n'y a pas trop de chômage, la guerre d'Algérie n'a pas conduit le capitalisme à accroître sensiblement sa pression sur les

conditions de vies des travailleurs; les transformations, les mutations, la guerre elle-même ont permis au gouvernement de trouver dans la situation économique globale les moyens propres à dominer la "crise algérienne" dans ses répercussions en France.

Ces constatations ne permettent nullement de dire ce que peut-être un lendemain proche: le jeu des partis politiques à l'occasion du référendum montre qu'ils se posent déjà en successeurs éventuels non du régime, mais du gouvernement. Toute l'habileté du P.C. et de la C.G.T. au cours du "règne" de De Gaulle a été d'éviter une crise du pouvoir et de canaliser les oppositions diverses (paysans, commerçants travailleurs) sur une opposition politique commune: le non au référendum est un exemple (il est frappant de remarquer le vide du contenu des déclarations politiques à l'occasion du référendum).

Ce que les travailleurs peuvent faire, ce n'est pas trouver une solution à la guerre d'Algérie, mais intervenir pour hâter la paix. Il est possible que, si la solution qui maintenant est proche tardait un peu, les mêmes organisations essaient de "mettre les masses en mouvement" pour en recueillir les fruits politiques. Il est possible aussi que des sursauts des colons ou de l'armée, ou bien les attermolements du gouvernement amènent une réaction des travailleurs. Il est possible qu'indépendamment de la guerre elle-même les contradictions accumulées par la guerre en France même créent pour les travailleurs cette situation globale qui les amène à intervenir directement comme cela se passe aujourd'hui en Belgique. Mais ce n'est pas une action des organisations encore moins de l'avant-garde ou de groupes d'actions dispersés et squelettiques qui amènera une telle réaction.

Le grand capital sorti vainqueur de l'épreuve algérienne parce qu'il aura triomphé de certaines de ses contradictions, voudra accomplir à l'échelle de la France la tâche à peine ébauchée et pour laquelle il se jugera les mains libres: ce sont les travailleurs qui supportent déjà les conséquences de cette modernisation, qui devront encore plus affronter une situation nouvelle. Les luttes que la guerre d'Algérie elle-même n'aurait pas déclenchées pourraient alors surgir de la résistance des travailleurs aux bouleversements de leurs conditions que contiennent inéluctablement l'évolution des techniques de production et les "mesures" du capitalisme pour y faire face.

ON RATIONALISE A LA REGIE

... "C'est la nécessité de l'usine qui fait loi, un point c'est tout. Aux forges on redescend des P.3 à P.1, des P.2. à O.S. ceci signifie que l'on va diminuer le salaire de ces ouvriers. Au 55, on remet des régleurs aux manivelles avec des salaires correspondants bien entendu. Pendant des années la direction divisait les travailleurs en promettant des postes à certains et en accentuant la division entre les catégories et les salaires. Aujourd'hui beaucoup d'illusions tombent; tous ceux qui avaient réussi à glaner des galons ne se sentent plus en sécurité; la rationalisation de l'usine frappe aussi les lèche-bottes. Mais il y a la loi sur les salaires, et là ni les patrons ni la Régie ne peuvent y toucher? Erreur. Quand une usine rationalise, elle peut toucher aux salaires, c.à.d. les diminuer. On a innové un système, celui des études de poste: les ouvriers sont payés suivant la machine ou le poste qu'ils occupent. Un contre-maître veut-il handicaper un travailleur? Il le place à un mauvais poste. Il peut par contre récompenser un autre gars en l'envoyant sur une machine où le travail est mieux payé. Un agent de maîtrise peut ainsi réduire s'il le veut une paye d'ouvrier de 30f de l'heure (6000 f par mois environ). Ce n'est pas seulement dans les possibilités, cela se passe réellement au département I4" (extraits de T.O. de Décembre 1960)

LA LUTTE DANS UNE ENTREPRISE

(C.O.M.S.I.P. Automation)

Activité de l'entreprise: Etude, équipement, et installations de salles de contrôle automatiques.

Clients: toutes industries productrices d'énergie (pétrole, pile de Marcule, gaz de Lacq, E.D.F. etc...) de produits chimiques (pétrochimie) en France et à l'étranger (y compris pays "socialistes")

Effectifs: 7 à 800. ouvriers - 200 employés (techniciens, bureau d'études)

Organisation: une installation centrale fixe

à Montesson (S. & O.): Direction, administration, bureau d'études et un atelier permanent, alimentant les chantiers (ces ouvriers sont considérés comme métallos) horaire moyen: 53 heures.

des chantiers dont les ouvriers dépendent du bâtiment, liés par contrat pour un seul chantier, contrat renouvelable en fin de chantier. Horaires variables selon les besoins, minimum de 60 heures, maximum illimité (nuits, dimanches, etc..)

Salaires: sur les chantiers : paye moyenne: 1.650 Frs par jour de calendrier (prime de déplacement) plus salaire horaire professionnel (exemple O Q I (équivalent de T.I) environ 240 Frs.

Situation syndicale: jusqu'en 1959 pas d'organisation syndicale; des grèves de chantiers ou d'atelier eurent lieu cependant avant 1959, mais isolément par chantier (aucune liaison ouvrière entre les chantiers).

Elections en 1959 de délégués du personnel (FO et CGT) Nombre de syndiqués variable ne dépassant pas 10% de l'effectif. Pas de comité d'Entreprise.

Les revendications et les luttes:

Après les premières élections, des revendications globales ont été posées (50 Frs de l'heure pour tous ateliers et chantiers- prime de déplacement augmentée de 350 Frs par jour -13è mois, prime de vacances, etc...) Ces revendications n'ont jamais été satisfaites. Seuls les gars des chantiers originaires de province et momentanément employés à l'atelier de Montesson avaient obtenu 1.800 Frs de prime de déplacement après une heure de grève.

Chaque fois que des revendications furent refusées par la Direction, certains chantiers réagirent spontanément en voulant se mettre en grève. Les syndicats freinèrent ces luttes sous prétexte que le manque de liaisons inter-chantiers ne permettait pas la généralisation de la lutte à tous les chantiers.

Le 2 NOVEMBRE l'atelier central débraie deux heures; le délégué CGT et le délégué CFTC, employés, présentent une nouvelle fois les revendications. Rejet. Seule est lâchée une majoration de 25 Frs de la prime journalière de repas, mais aux seuls ouvriers et employés sédentaires (métaux). Au retour des délégués, les ouvriers de l'atelier se consultent en vue d'un débrayage. 1/2 heure de grève dans l'après-midi.

Le 3 NOVEMBRE: Les délégués acceptent un débrayage de 10 à 11 heures pendant lequel ils font un compte rendu de délégation: 100% des ouvriers et 3 employés débraient (3 anciens délégués ne font pas grève).

Les délégués proposent alors comme méthode de lutte de refuser de faire des heures supplémentaires. Accord unanime. Mais les ouvriers demandent qu'il soit déclenché des débrayages surprises dans la journée. Les délégués acceptent. Ils écrivent à une quinzaine de chantiers pour leur demander de se joindre à la lutte de l'atelier sédentaire. La direction informe alors les délégués qu'elle "va procéder à un nouvel examen des revendications" et qu'elle donnera sa réponse à 16 heures.

La direction menaçant de faire fermer les portes en cas de débrayage, les délégués demandent, aux ouvriers de ne pas débrayer pendant qu'ils seront reçus. Les ouvriers passent outre et débrayent de 16 à 17 h.

Retour des délégués: la direction exige des notes d'hôtel faisant la preuve d'une augmentation des frais de déplacement avant de reconsidérer la prime de déplacement des gars des chantiers.

Le 8 NOVEMBRE: les délégués décident sans consulter les ouvriers d'abandonner la prime de 50 Frs de l'heure pour les transformer en 250 Frs par jour de prime de vie chère. Ils annoncent qu'ils ont décidé - toujours sans consulter les ouvriers - d'arrêter les débrayages en attendant les réponses des chantiers.

Ulérieurement, un nouvel entretien a lieu avec la direction. Les délégués sans attendre les réponses des chantiers, laissent tomber les revendications des gars des chantiers, sous prétexte que c'est à chaque chantier de défendre ses revendications particulières. En conséquence, ils ne revendiquent plus que pour les quelques gars de chantier momentanément employés à l'atelier de Montesson et obtiennent pour eux que leur prime de déplacement soit portée de 1800 à 2000 frs par jour (celle des gars des chantiers extérieurs, la grosse majorité de l'effectif total, restant à 1650 Frs). Pour les sédentaires, la direction annonce qu'elle prendra une décision après avoir fait une enquête sur les salaires d'ouvriers d'entreprises similaires.

Les délégués ont accepté la position patronale: les ouvriers de l'atelier (qui n'ont rien obtenu) et les gars des chantiers en attente à l'atelier (qui ont obtenu 200 balles par jour sur leur prime de déplacement) restent solidaires et veulent continuer la lutte.

La direction, elle, suit ses propositions et en conclut que la moyenne des salaires de l'entreprise est plus élevée qu'ailleurs, sauf pour les catégories suivantes: O.S. (en principe il n'y en a pas) P.2, P.3., et qu'elle relèvera ces salaires de 0 à 15 frs de l'heure après examen des cas individuels, d'après les renseignements relevés sur une fiche comprenant une trentaine de questions.

Pour les ouvriers, la lutte demeure sur les revendications premières, et ils restent sur la position de ne plus faire d'heures supplémentaires.

La lutte continue: Le lendemain de l'annonce de cette "réponse", la direction par l'intermédiaire des chefs demandâ aux électriciens de faire équipe : une équipe de jour aux heures normales et une équipe de nuit. Les gars de l'équipe de nuit devaient quitter leur travail à 12h au lieu de 12h30 et reprendre le soir même à 18h jusqu'au lendemain matin à 6h.

Tout cela, c'était pour faire "rattraper le temps perdu" et livrer dans les délais; les mouvements de grève avaient ralenti la production et les électriciens ne pouvaient tous travailler ensemble dans de bonnes conditions (notamment au cablage d'un panneau qu'il fallait sortir à tout prix).

D'abord les électriciens refusent le travail de nuit sous prétextes divers. Les chefs reviennent alors en proposant de payer les heures de nuit avec une majoration de 100%. Certains acceptent. Discussion. Certains camarades proposent que les ouvriers de l'atelier central se réunissent pour prendre une décision commune. Les délégués acceptent.

Le débrayage a lieu avant la sortie de 12h30. Un délégué CGT prend la parole. Après un bref récapitulatif du mouvement, il donne son point de vue sur la position à prendre en prétendant que les ouvriers électriciens ne peuvent refuser, puisque le patron est en droit de faire travailler par équipe. Ces sont des camarades qui doivent lui faire observer que les équipes doivent être affichées. Mise aux voix : ou continuer la grève, ou reprendre les heures supplémentaires. A l'unanimité les ouvriers votent pour continuer le mouvement.

Les délégués demandent alors aux électriciens ce qu'ils pensent faire. Certains disent qu'ils ne peuvent refuser maintenant qu'on leur a proposé de les payer au tarif majoré. Les délégués ne prennent pas de décision, si ce n'est qu'ils "ne peuvent empêcher des ouvriers de gagner leur vie".

Devant ces positions des délégués, de certains électriciens, l'ensemble des ouvriers reviennent aux heures supplémentaires.

On constate après ce mouvement que la Direction prend des dispositions pour contrecarrer de nouveaux débrayages : transformation des ouvriers de chantiers en ouvriers d'ateliers, ce qui leur permettrait de tenir en suspens une menace de diminution de salaires et aussi de licencier les ouvriers d'atelier jugés "indésirables".

Les choses en sont là.

Annexe: passage d'une lettre reçue par un ouvrier gréviste:

" Lors de la période des congés, vous avez, malgré le planning de vacances, pris un congé plus long que prévu ce qui nous a mis dans l'obligation de vous adresser un avertissement écrit. Dernièrement vous avez quitté l'entreprise sans autorisation et là aussi un avertissement pouvait vous être donné. Enfin, le 30 Novembre, à la déjeunée du déjeuner, vous avez quitté votre travail avant l'heure. Autant de fautes que nous considérons comme un motif de licenciement. Néanmoins, compte tenu de votre état physique et de votre état de service pendant la dernière guerre, votre licenciement ne sera pas immédiatement prononcé, mais nous vous informons officiellement que tout autre manquement à la discipline, ou toute autre observation de vos chefs, impliqueraient, sans rémission, votre renvoi immédiat."

GRANDE BRETAGNE

UNE CONFERENCE DES TRAVAILLEURS DE LA BASE? Nous reproduisons ci-après le texte d'un appel en vue d'une conférence de la base qui se tiendra à Londres le 29 Janvier prochain et dont nous avons parlé dans notre précédent numéro.

" Desorganisations syndicales et socialistes et des travailleurs isolés ont pris l'initiative d'une conférence de la base (Rank and File Industrial Conference)...

Pourquoi cette conférence ?

Le but en est de permettre aux travailleurs qui militent de venir discuter leurs problèmes communs.

Dans leurs efforts incessants pour accroître leurs profits, les classes dirigeantes cherchent tous les moyens pour tirer toujours plus de chaque travailleur. Ceci mène à des attaques répétées sur les conditions de travail dans les ateliers et les usines. L'augmentation des salaires a seulement été accordée par les employeurs au prix d'une exploitation accrue et d'un renforcement de la discipline intérieure. Les méthodes de production imposées aux travailleurs, apparaissent comme la plus odieuse des escroqueries et ont réduit les hommes au rôle de simples machines.

Chaque fois que cela les avantage, les employeurs licencient en vue de "rationaliser" la production et en même temps ils se débarrassent des militants. Même si la plupart des travailleurs retrouvent un emploi le fait reste qu'ils soient considérés comme de simples pions, comme des objets de consommation dans le processus de production capitaliste.

Que devient la classe ouvrière dans tout ceci? Les bureaucrates à la tête du mouvement syndical établi, dans le meilleur des cas, agissent seulement comme des négociateurs pour des "compensations" presque des faveurs, quand le patron a décidé de rogner sur "l'arrêt pour le thé", sur le boni, ou même la force de travail. Au pire les syndicats agissent comme les agents des employeurs, pourchassant les militants et aidant les directions à licencier ceux dont ils veulent se débarrasser.

La lutte contre tout ceci peut seulement être menée par les travailleurs eux-mêmes. Beaucoup d'ouvriers déjà refusent d'accepter les licenciements ou les attaques sur leurs conditions de travail comme des situations normales ou saisonnières.

Le développement de monopoles géants donne aux employeurs des ressources financières très concentrées qui doivent affronter les travailleurs en lutte. Les employeurs visent à maintenir un certain niveau de chômage comme moyen d'éviter les demandes d'augmentation et de "discipliner" les travailleurs. Avec leur gouvernement ils tentent d'établir une législation pour rendre "illégales" les grèves sauvages. En même temps le Conseil Général des Trade Unions est engagé actuellement avec le patronat pour constituer un nouveau conseil chargé d'obtenir la paix dans l'industrie."

La nationalisation n'est pas la solution aux problèmes qu'affronte la classe ouvrière. Les plans des patrons et du gouvernement qu'envisagent la dénationalisation de certaines industries (en particulier les chemins de fer) sont une couverture pour camoufler une tentative de régler les salaires et les conditions de travail sur le plan national.

QUE POUVONS-NOUS FAIRE ? Les travailleurs doivent s'unir et poser les bases d'une organisation qui luttera pour défendre leurs intérêts actuels et en agissant ainsi les mettre à même de s'organiser pour gérer eux-mêmes les entreprises. Un mouvement national des travailleurs de la base doit être constitué. Il pourrait :

- 1°) Préparer les bases pour un comité national de liaison.
- 2°) Encourager et assurer la liaison de solidarité entre les différentes industries. La récente grève des dockers a souligné la nécessité non seulement de l'unité des dockers mais aussi celle des dockers et des marins.
- 3°) Donner aux travailleurs toutes facilités d'impression et de tirage de leurs textes.
- 4°) Etablir des listes d'adresses, des moyens de transports, des hauts parleurs, etc... dans tous les principaux centres pour que les travailleurs en lutte se rendant dans d'autres villes, puissent avoir à leur disposition tous moyens (hébergement, transports, argent).
- 5°) Travailler pour un soutien international de grève.
- 6°) Attirer l'attention de tous les travailleurs sur les revendications et les luttes des travailleurs engagés dans une action.

POUR UN MOUVEMENT INDEPENDANT : un tel mouvement doit être libre de tout contrôle politique et libre de tout contrôle des bureaucrates syndicaux.

C'est une dure leçon que tout mouvement de la base contrôlé par les factions politiques ou syndicales soit un mouvement condamné. C'est parce que les politiciens et les bosses syndicales cherchent à utiliser les mouvements de la base dans leur propre intérêt. Pour cette raison ce mouvement doit être indépendant.

Pour lutter pour ses intérêts la classe ouvrière doit bâtir son propre mouvement indépendant. Dans chaque lutte importante, les syndicats officiels et les leaders du Labour Party prennent automatiquement le parti de l'Etat et des patrons contre la classe ouvrière. Les travailleurs ont besoin de leur propre mouvement indépendant pour servir leurs propres besoins. Les bureaucraties des syndicats et du parti travailliste ont besoin de leurs organisations traditionnelles pour servir leurs intérêts"

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE en GRANDE-BRETAGNE.

Les informations que nous donnons doivent permettre aux camarades de se faire une idée de la "crise" de l'automobile et de situer plus exactement les problèmes soulevés par cette crise. Elles viennent de source différentes, ne sont qu'une contribution à une discussion qui doit se poursuivre.

POINT DE VUE PATRONAL : (extraits d'un article paru dans Motor Business-24/10 60- sous le titre " les relations avec le personnel dans l'industrie automobile britannique).

- sur l'importance des grèves : " Le nombre moyen des journées perdues (pour grève) par 1000 ouvriers et par an sur les 5 années (55 à 59) pour toutes les industries a été de 199 tandis que le chiffre correspondant pour l'industrie automobile a été de 766 (86% supérieur... Pourquoi cette industrie moderne et par ailleurs effi-